

Article 18

Les efforts budgétaires consentis par les parties contractantes dans le cadre des articles 8 et 9 du présent accord de coopération peuvent être considérés comme un cofinancement public dans le cadre du Fonds social européen et du Fonds européen pour le Développement régional.

Fait à Bruxelles, le 4 juillet 2000 en 9 exemplaires originaux.
(en néerlandais, français, allemand)

Pour l'Etat fédéral :

La Vice-Première Ministre et Ministre de l'Emploi
et de l'Egalité des Chances,
Mme L. ONKELINX

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget,
de l'Intégration sociale et de l'Economie sociale,
J. VANDE LANOTTE

Le Ministre de l'Economie, de la Recherche scientifique
et la Politique des Villes
Ch. PICQUE

Pour la Région flamande :

Le Ministre de l'Emploi et du Tourisme,
R. LANDUYT

Le Ministre de l'Economie, de l'Aménagement du Territoire et des Média,
D. VAN MECHELEN

Pour la Région wallonne :

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche
et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Mme M. ARENA

Pour la Région Bruxelles-Capitale :

Le Ministre de l'Emploi, de l'Economie, de l'Energie
et de la Revitalisation des Quartiers,
E. TOMAS

Pour la Communauté germanophone :

Le Ministre-Président, Ministre de l'Emploi, de la Politique
des Handicapés, des Média et du Sport,
K.-H. LAMBERTZ

—————
Note

(1) *Session 2000-2001*

Chambre des représentants :

Documents. – Projet de loi déposé le 11 janvier 2001, n° 50-1042/001 –
Texte adopté par la Commission n° 50-1042/001.

Annales parlementaires. – Discussion, séance du 22 février 2001. – Vote,
séance du 22 février 2001.

Sénat :

Documents. – Projet transmis par la Chambre des représentants n°
2-670/1 – Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale
n°2-670/1.

Annales parlementaires. – Discussion, séance du 31 mai 2001. – Vote,
séance du 31 mai 2001.

Artikel 18

De budgettaire inspanningen die door de ondertekenende partijen in het kader van artikelen 8 en 9 van dit samenwerkingsakkoord worden genomen kunnen tevens worden beschouwd als publieke cofinanciering in het kader van het Europees Sociaal Fonds en het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling.

Opgemaakt te Brussel, op 4 juli 2000 in 9 originele exemplaren.
(Nederlands, Frans, Duits)

Voor de Federale Staat :

De Vice-Eerste Minister, Minister van Werkgelegenheid
en Gelijke Kansenbeleid,
Mevr. L. ONKELINX

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting,
Maatschappelijke Integratie en Sociale Economie,
J. VANDE LANOTTE

De Minister van Economie, Wetenschappelijk Onderzoek
en Stedelijk Beleid
Ch. PICQUE

Voor het Vlaams Gewest :

De Minister van Werkgelegenheid en Toerisme,
R. LANDUYT

De Minister van Economie, Ruimtelijke Ordening en Media,
D. VAN MECHELEN

Voor het Waalse Gewest :

De Minister van Economie, K.M.O., Onderzoek
en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

De Minister van Werkgelegenheid en Vorming,
Mevr. M. ARENA

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

De Minister van Werkgelegenheid, Economie, Energie
en Herwaardering van de Wijken,
E. TOMAS

Voor de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-president, Minister van Werkgelegenheid,
Gehandicaptenbeleid, Media en Sport,
K.-H. LAMBERTZ

—————
Nota

(1) *Zitting 2000-2001*

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Documenten. – Ontwerp van wet ingediend op 11 januari 2001,
nr. 50-1042/001 – Tekst aangenomen door de Commissie, nr. 50-1042/001

Parlementaire Handelingen. – Bespreking, vergadering van
22 februari 2001. – Stemming, vergadering van 22 februari 2001.

Senaat :

Documenten. – Tekst overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers,
nr. 2-670/1. – Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd, nr. 2-670/1.

Parlementaire Handelingen. – Bespreking, vergadering van
31 mei 2001. – Stemming, vergadering van 31 mei 2001.

**MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL
ET MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

F. 2001 — 2346 (2001 — 1600) [C — 2001/22577]

**22 MAI 2001. — Loi assurant la mise en œuvre de l'accord
interprofessionnel 2001/2002 en matière de vacances annuelles. —
Errata**

Au *Moniteur belge* n° 180 du 21 juin 2001 :
- à la page 21298,

dans le texte néerlandais, à l'article 7, il convient de lire dans le
premier alinéa du § 2 de l'article 18 « respectievelijk bestaansminimum
of financiële maatschappelijke dienstverlening » au lieu de « respectie-
velijk bestaansminimum » :

**MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID
EN MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU**

N. 2001 — 2346 (2001 — 1600) [C — 2001/22577]

22 MEI 2001

**Wet tot uitvoering van het interprofessioneel akkoord 2001/2002
inzake jaarlijkse vakantie. — Errata**

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 180 van 21 juni 2001 :
- op bladzijde 21298,

in de Nederlandse tekst, in artikel 7, moet in het eerste lid van de §
2 van artikel 18 « respectievelijk bestaansminimum of financiële
maatschappelijke dienstverlening » gelezen worden in plaats van
« respectievelijk bestaansminimum » :

dans le texte français, à l'article 8, il convient de lire au deuxième alinéa du § 1^{er} de l'article 65 « Dans ce cas, le fonds de sécurité d'existence verse à l'organisme chargé du paiement du pécule de vacances aux travailleurs qui ont été occupés pendant l'exercice de vacances chez les employeurs devant cotiser au fonds, une somme égale à la part de 8 % ou de 6 % visée à l'alinéa 1^{er} » au lieu de « Dans ce cas, le fonds de sécurité d'existence verse à l'organisme chargé du paiement du pécule de vacances. Dans ce cas, le fonds de sécurité d'existence verse à l'organisme chargé du paiement du pécule de vacances aux travailleurs qui ont été occupés pendant l'exercice de vacances chez les employeurs devant cotiser au fonds, une somme égale à la part de 8 % ou de 6 % visée à l'alinéa 1^{er} ».

in de Franse tekst, in artikel 8, moet in het tweede lid van § 1 van artikel 65 « Dans ce cas, le fonds de sécurité d'existence verse à l'organisme chargé du paiement du pécule de vacances aux travailleurs qui ont été occupés pendant l'exercice de vacances chez les employeurs devant cotiser au fonds, une somme égale à la part de 8 % ou de 6 % visée à l'alinéa 1^{er} » gelezen worden in plaats van « Dans ce cas, le fonds de sécurité d'existence verse à l'organisme chargé du paiement du pécule de vacances. Dans ce cas, le fonds de sécurité d'existence verse à l'organisme chargé du paiement du pécule de vacances aux travailleurs qui ont été occupés pendant l'exercice de vacances chez les employeurs devant cotiser au fonds, une somme égale à la part de 8 % ou de 6 % visée à l'alinéa 1^{er} ».

MINISTERE DE LA JUSTICE

F. 2001 — 2347 (2000 — 1542) [S - C - 2001/09724]

1^{er} MARS 2000. — Loi créant un Institut des juristes d'entreprise. — Erratum

Au *Moniteur belge* du 4 juillet 2000, page 23257, les documents de la Chambre des représentants, figurant parmi les documents précédents, sont complétés par le texte suivant :

« 006 : Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale. »

MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 2001 — 2347 (2000 — 1542) [S - C - 2001/09724]

1 MAART 2000. — Wet tot oprichting van een Instituut voor bedrijfsjuristen. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 4 juli 2000, pagina 23257, worden in de voorgaande documenten, de Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers aangevuld met de volgende tekst :

« 006 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd. »

MINISTERE DES FINANCES

F. 2001 — 2348 [C - 2001/03406]

24 AOÛT 2001. — Arrêté ministériel relatif à l'émission du Bon d'Etat à 5 ans extensible à 7 ans - 4 septembre 2001-2006-2008 - et du Bon d'Etat à 8 ans - 4 septembre 2001-2009

Le Ministre des Finances,

Vu l'arrêté royal du 9 juillet 2000 relatif à l'émission des bons d'Etat, notamment les articles 1^{er}, 4, 6 et 10;

Vu l'arrêté royal du 19 janvier 2001 autorisant le Ministre des Finances à poursuivre, en 2001, l'émission des emprunts dénommés « Obligations linéaires », et l'émission des emprunts dénommés « Bons d'Etat », notamment l'article 1^{er}, 2°;

Vu l'arrêté ministériel du 10 juillet 2000 relatif à l'émission des bons d'Etat,

Arrête :

Article 1^{er}. Il est émis deux emprunts dénommés respectivement : "Bon d'Etat à 5 ans extensible à 7 ans" et "Bon d'Etat à 8 ans".

Le bon d'Etat à 5 ans extensible à 7 ans et le bon d'Etat à 8 ans sont émis en euro.

Art. 2. Le bon d'Etat à 5 ans extensible à 7 ans - 4 septembre 2001-2006-2008 - porte intérêt au taux de 4,35 p.c. l'an du 4 septembre 2001 au 3 septembre 2006. Ce taux est maintenu en cas d'exercice de l'option de prolongation, soit pour la période du 4 septembre 2006 au 3 septembre 2008.

Art. 3. Le bon d'Etat à 8 ans - 4 septembre 2001-2009 - porte intérêt au taux de 4,75 p.c. l'an du 4 septembre 2001 au 3 septembre 2009.

Art. 4. La souscription publique à ces deux bons d'Etat telle que visée à l'article 12 de l'arrêté royal du 9 juillet 2000, est ouverte le 24 août 2001; elle est close le 3 septembre 2001. La date de paiement est fixée au 4 septembre 2001. Le paiement est effectué intégralement en espèces.

Art. 5. Le prix d'émission du bon d'Etat à 5 ans extensible à 7 ans - 4 septembre 2001-2006-2008 — est fixé au pair de la valeur nominale.

Le prix d'émission du bon d'Etat à 8 ans - 4 septembre 2001-2009 — est fixé au pair de la valeur nominale.

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets le 24 août 2001.

Bruxelles, le 24 août 2001.

D. REYNDERS

MINISTERIE VAN FINANCIEN

N. 2001 — 2348 [C - 2001/03406]

24 AUGUSTUS 2001. — Ministerieel besluit betreffende de uitgifte van de Staatsbon op 5 jaar verlengbaar tot 7 jaar - 4 september 2001-2006-2008 - en de Staatsbon op 8 jaar - 4 september 2001-2009

De Minister van Financien,

Gelet op het koninklijk besluit van 9 juli 2000 betreffende de uitgifte van de Staatsbons, inzonderheid de artikelen 1, 4, 6 en 10;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 januari 2001 dat de Minister van Financiën machtigt tot de voortzetting in 2001, van de uitgifte van de leningen genaamd « Lineaire obligaties » en van de uitgifte van de leningen genaamd « Staatsbons », inzonderheid het artikel 1, 2°;

Gelet op het ministerieel besluit van 10 juli 2000 betreffende de uitgifte van Staatsbons,

Besluit :

Artikel 1. Er wordt overgegaan tot de uitgifte van twee leningen respectievelijk genaamd : "Staatsbon op 5 jaar verlengbaar tot 7 jaar" en "Staatsbon op 8 jaar".

De Staatsbon op 5 jaar verlengbaar tot 7 jaar en de Staatsbon op 8 jaar zijn uitgegeven in euro.

Art. 2. De Staatsbon op 5 jaar, verlengbaar tot 7 jaar - 4 september 2001-2006-2008 - rent 4,35 pct.'s jaars vanaf 4 september 2001 tot 3 september 2006. Deze rente blijft behouden ingeval de optie tot verlenging wordt uitgeoefend, hetzij voor de periode van 4 september 2006 tot 3 september 2008.

Art. 3. De Staatsbon op 8 jaar - 4 september 2001-2009 - rent 4,75 pct.'s jaars vanaf 4 september 2001 tot 3 september 2009.

Art. 4. De openbare inschrijving op deze twee Staatsbons zoals bedoeld in artikel 12 van het koninklijk besluit van 9 juli 2000, wordt opengesteld op 24 augustus 2001; zij wordt afgesloten op 3 september 2001. De datum van betaling is vastgesteld op 4 september 2001. De betaling is volledig in specien.

Art. 5. De uitgifteprijs van de Staatsbon op 5 jaar verlengbaar tot 7 jaar - 4 september 2001-2006-2008 — is vastgesteld op het pari van de nominale waarde.

De uitgifteprijs van de Staatsbon op 8 jaar - 4 september 2001-2009 — is vastgesteld op het pari van de nominale waarde.

Art. 6. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 24 augustus 2001.

Brussel, 24 augustus 2001.

D. REYNDERS